

# MISE A L'ENQUÊTE PUBLIQUE

## Procédure d'approbation des projets d'installations électriques

Autorité compétente : ESTI, Route de la Pâla 100, 1630 Bulle

# MISE A L'ENQUÊTE PUBLIQUE

Dossier CAMAC N° : 210195  
Commune : Method  
Projet : S-0175938.2 Station transformatrice Stoll la Serre  
- Construction d'une nouvelle station transformatrice sur la parcelle n° 1135

Coordonnées : 2534750 / 1178065

L-0232394.2 Ligne souterraine 21 kV entre les stations Charrue et Stoll la Serre  
- Réalisation d'une nouvelle liaison souterraine

L-0233437.1 Ligne souterraine 18 kV entre les stations Route des Vernettes et Le Paquier Delà  
- Nouvelle liaison souterraine

---

La demande d'approbation des plans susmentionnée a été soumise à l'Inspection Fédérale des Installations Electriques à Courant Fort ESTI par Romande Energie SA, Route d'Evian 39, 1845 Noville au nom de Stoll Production SA, Rue des Uttins 35, 1400 Yverdon-les-Bains.

Les dossiers seront mis à l'enquête

**du mardi 8 février 2022 au mercredi 9 mars 2022  
dans la commune de Method**

La mise à l'enquête publique entraîne, selon les art. 42-44 de la loi fédérale sur l'expropriation (LEx ; RS 711), le ban d'expropriation. Si l'expropriation porte atteinte à des baux à loyer ou à ferme qui ne sont pas annotés au registre foncier, les bailleurs sont tenus d'en informer, sitôt après réception de l'avis personnel, leurs locataires ou fermiers et d'aviser l'expropriant de l'existence de tels contrats (art. 32 al. 1 LEx).

Pendant le délai de mise à l'enquête, quiconque ayant qualité de partie en vertu de la loi sur la procédure administrative (PA, RS 172.021) peut faire opposition auprès de l'Inspection fédérale des installations à courant fort ESTI, Route de la Pâla 100, 1630 Bulle. Toute personne qui n'a pas fait opposition est exclue de la suite de la procédure.

Pendant ce même délai, quiconque a qualité de partie en vertu de la LEx peut faire valoir toutes les demandes visées à l'art. 33 LEx pendant le délai de mise à l'enquête, à savoir, pour l'essentiel :

- a. les oppositions à l'expropriation ;
- b. les demandes fondées sur l'art. 7 à 10 LEx ;
- c. les demandes de réparation en nature (art. 18 LEx) ;
- d. les demandes d'extension de l'expropriation (art. 12 LEx) ;
- e. les demandes d'indemnités d'expropriation.